



PE2024 / INTERVIEW PE2024

Relative stabilité avec « *une poussée à droite limitée, pas un raz-de-marée* » aux européennes, analyse Pascale Joannin de la *Fondation Robert Schuman*

Bruxelles, 11/06/2024 (Agence Europe)

Pascale Joannin, politologue et directrice générale de la Fondation Robert Schuman, a eu l'amabilité, dans l'après-midi de lundi 10 juin, au lendemain du scrutin, de fournir une première analyse des dynamiques politiques et institutionnelles à l'œuvre résultant des élections européennes. (propos recueillis par Émilie Vanderhulst).

Agence Europe - Au lendemain de ce scrutin européen, pouvez-vous déjà nous fournir une première analyse, de premières projections concernant ces élections ?

Pascale Joannin - Il y a une relative stabilité des forces politiques, qui restent dans l'étiage de ce qu'était le Parlement. On a toujours en numéro un le Parti populaire européen. On a toujours en numéro deux le Parti social-démocrate européen. On a, à l'heure où l'on se parle, le groupe libéral qui est toujours en troisième position, malgré une poussée des partis de droite radicale que l'on peut observer, en France principalement, et dans d'autres pays, mais qui n'ont pas fait le score qu'ils auraient espéré ou n'arrivent pas en tête, sauf en Autriche et en France. Ils sont souvent relégués à la troisième ou à la quatrième place. On a donc une poussée à droite limitée, ce n'est pas un raz-de-marée. On a un équilibre politique, qui était fait avec trois partis majoritaires et qui risque d'être le même à l'issue de ce scrutin, quand le nouveau Parlement issu du scrutin prendra ses fonctions.

Agence Europe - Avec le système des *Spitzenkandidaten* pour ces élections, le PPE va essayer d'obtenir le soutien des trois principales forces en présence pour faire avancer sa candidate. Pensez-vous que la voie est déjà claire vers cette direction ?

Pascale Joannin - Le Parti populaire européen (PPE) est arrivé à ce scrutin dans les 27 États membres, en tête dans beaucoup d'États : en Allemagne, en Espagne, en Pologne, en Grèce... Il a un nombre de députés aujourd'hui qui fait qu'il est le premier groupe. Il y a encore peut-être des incertitudes sur de nouveaux membres qui le rejoindraient, qui sont des nouveaux partis. On ne sait pas s'ils rejoindront *in fine* le PPE.

Dans une règle non écrite, il est en droit de réclamer la présidence de la Commission et il a choisi, cette fois-ci, d'adoubler la présidente sortante, Ursula von der Leyen, qui est à la fois la candidate du pays, de la CDU et du PPE. On ne voit pas très bien comment, compte tenu de la configuration politique qui est issue de ce scrutin, cela pourrait être remis en cause.

Si c'est le cas, les socialistes voudront un poste, les libéraux un autre poste. Tout cela peut constituer l'objet des tractations qui vont avoir lieu d'ici la fin juin et qui devraient normalement permettre au Parlement européen de tenir sa première séance plénière à Strasbourg à la mi-juillet, avec, à l'ordre du jour, l'élection de la présidence de la Commission.

Agence Europe - Est-ce que vous voyez déjà un possible impact sur les travaux législatifs qui étaient déjà en cours, comme la mise en œuvre du Pacte vert et d'autres grands dossiers ?

Pascale Joannin - Beaucoup de textes du Pacte vert ont déjà été adoptés. Certains ont déjà été modifiés. Donc, en effet, il y a un impact. Cependant, c'est la nouvelle Commission qui va proposer des textes, et elle n'est pas encore en fonction. Auparavant, il y aura cette élection de la Présidence. C'est à partir de là qu'il y aura de nouvelles législations. Pour l'instant, on est dans une période d'entre-deux.

Agence Europe - De nombreux analystes regrettent que ces élections n'aient pas une réelle dimension européenne dans l'organisation des listes et des votes...

Pascale Joannin - Aujourd'hui - vous avez raison -, ce sont 27 élections qui se font dans un cadre national. On n'a pas d'élection qui se passe dans un cadre européen. Il y a eu une proposition durant la législature, qui n'a pas abouti, de députés qui ont été élus dans un cadre transnational.

Cela serait quand même très difficile, parce qu'il faudrait qu'il y ait les moyens de pouvoir faire une campagne alors que nous avons 24 langues différentes. Il faudrait qu'il y ait des moyens de se faire comprendre. Il y a quelques difficultés aujourd'hui, techniques, pour qu'on ait des vraies campagnes qui soient comprises par l'intégralité des citoyens. Il faudrait qu'il y ait des systèmes de traduction ou d'IA qui permettent, en effet, ces candidats. Je ne suis pas sûre que ça arrivera à court terme.

Agence Europe - Est-ce que cette absence d'un scrutin organisé sur une base vraiment européenne ne brouille pas aussi l'analyse du message que le citoyen a essayé de faire passer par son vote, alors que cela peut se traduire, au niveau national, en de nombreuses significations différentes ?

Pascale Joannin - Quand cela se passe dans un cadre national, vous avez soit un soutien au gouvernement, parce que les élections, c'est à peu près ça, soit un vote-sanction. En France, on a eu un vote-sanction massif contre le gouvernement. On peut dire la même chose en Allemagne, où, en effet, les trois partis de la coalition ont été sanctionnés également. Dans d'autres pays, c'est le parti du chef de gouvernement qui a été mis en place, du gouvernement qui a été choisi en premier.

Il y a peu de considérations européennes, ce sont davantage des considérations nationales. Et l'Europe n'est que très peu évoquée dans cette campagne électorale française, notamment. On en a parlé par incidence, et pas de manière centrale.

Agence Europe - Que tirez-vous comme premier enseignement du niveau de participation, qui a été en hausse déjà aux élections de 2019 et qui semble s'établir de manière stable à un peu plus de 50% ?

Pascale Joannin - C'est une bonne nouvelle, parce que cela veut dire qu'on progresse. Il y avait déjà eu une première hausse en 2019. Une deuxième cette fois-ci signifie que ces élections

européennes intéressent quand même. Il faudrait qu'il y ait une participation plus importante - j'aimerais bien -, mais c'est quand même un point positif, même si, en effet, dans certains États, ces votes se sont faits non pas pour des partis très pro-européens, mais pour des partis qui sont connus pour un certain scepticisme.

Mais c'est la loi de la démocratie et il est bien que ces élections européennes voient leur taux de participation augmenter, parce qu'il y a de vrais enjeux européens et des défis que l'Europe doit relever, et il s'agissait de l'élection de l'institution qui représente les citoyens.